



Communiqué de presse

Date : 22 mai 2026

Autorités et milieux économiques unis pour renforcer l'intégration professionnelle

Le conseiller fédéral Beat Jans s'est entretenu le 22 mai 2026 avec des représentantes et des représentants de grandes entreprises, des partenaires sociaux et des gouvernements cantonaux au sujet d'initiatives prometteuses pour renforcer l'intégration professionnelle des demandeurs d'emploi. Les participants ont souligné en particulier la nécessité d'une collaboration systématique pour améliorer l'accès des réfugiés au marché du travail. Dans cet esprit, la plateforme numérique Path2Work met à disposition une bourse de l'emploi en ligne et fournit des services de conseil.

Après une première rencontre en février 2025, le conseiller fédéral Beat Jans a de nouveau convié à Berne, le 22 mai 2026, des responsables de grandes entreprises ainsi que des représentantes et des représentants de la Confédération, des cantons, des partenaires sociaux, des interprofessions et de la société civile pour discuter d'initiatives en vue de mobiliser plus fortement le potentiel de la main-d'œuvre en Suisse, en particulier celui des réfugiés en recherche d'emploi.

Soutien de structures étatiques

L'encouragement de l'intégration professionnelle des personnes du domaine de l'asile est du ressort des cantons, qui peuvent compter sur le soutien de la Confédération. S'il reconnaît que, dans l'ensemble, l'intégration professionnelle des demandeurs d'emploi fonctionne bien en Suisse, Monsieur Jans signale tout de même que l'accès à une activité lucrative après une interruption de carrière, passé un certain âge ou encore lorsque l'on est réfugié est souvent difficile. Pour ces groupes, un soutien ciblé est nécessaire, a-t-il insisté.

Les cantons et les communes préparent les réfugiés au monde du travail par différentes mesures, dont des prestations de coaching professionnel et des cours de

langues. Les personnes peuvent ensuite rechercher un emploi par leurs propres moyens ou avec l'aide des offices régionaux de placement.

Le soutien de l'économie est indispensable. Comme l'a relevé le vice-président de la Conférence des gouvernements cantonaux, le conseiller d'État bernois Christoph Ammann, il est essentiel que les entreprises consentent à faire un pas de plus et considèrent l'intégration professionnelle comme un investissement.

Engagement des entreprises et des branches

Les échanges ont aussi porté sur des options pour mieux adapter encore les procédures de recrutement et la formation au profil des demandeurs d'emploi en Suisse. Adi Bucher a déclaré qu'une des priorités aux CFF était le maintien en emploi dans le premier marché du travail des collaboratrices et des collaborateurs internes. L'entreprise s'engage par ailleurs de manière ciblée pour l'insertion professionnelle des personnes en reconversion, des personnes en situation de handicap, des personnes sans diplôme professionnel ainsi que des personnes du domaine de l'asile.

Des cours spécifiques, développés avec les branches, peuvent être un moyen pour y parvenir. L'hôtellerie-restauration a besoin de travailleurs spécialisés, a dit Beat Imhof de GastroSuisse, soulignant la volonté du secteur de mettre davantage à profit le potentiel de la main-d'œuvre en Suisse pour moins dépendre des recrutements à l'étranger. Il a expliqué qu'une harmonisation des procédures pour des formations sectorielles était à l'étude avec les partenaires sociaux et qu'un projet pilote serait lancé prochainement dans le but de permettre au plus grand nombre de décrocher un diplôme professionnel.

Gallus Bürgisser, vice-directeur d'ASTAG, l'Association suisse des transports routiers, a quant à lui présenté un projet pilote en cours dans les cantons de Fribourg et d'Argovie. L'obtention du permis poids lourds est une démarche exigeante. Aussi l'interprofession a-t-elle développé une offre de formation en ligne et un modèle de formation ciblé afin de permettre à des personnes qualifiées et motivées de s'asseoir plus rapidement au volant d'un camion. D'autres secteurs professionnels envisagent aussi de mettre en place au niveau national des formations diplômantes de ce type, en s'inspirant de modèles proposés par les cantons.

Solutions numériques en renfort

Il ne fait pas de doute pour les participants que le succès de l'intégration professionnelle est d'autant plus grand que l'État et les entreprises coopèrent étroitement. Des contacts directs, sans formalités administratives excessives, et une collaboration fondée sur la confiance sont essentiels pour réussir à placer des réfugiés et des demandeurs d'emploi déjà en Suisse, a rappelé le conseiller fédéral. Et d'ajouter que la Confédération avait également un rôle à jouer dans ce domaine pour soutenir ces processus au niveau national.

Des représentants de l'association Path2Work ont aussi participé à la rencontre. Développée par l'École polytechnique fédérale de Zurich et l'Université de Lausanne dans le cadre d'un projet d'étude, cette plateforme donne accès à une bourse de

l'emploi en ligne et propose aussi des conseils. Cet outil peut donc être utile pour mettre en relation à l'échelle nationale les entreprises, les branches, les réfugiés et les services cantonaux compétents.

Le président de l'Union patronale suisse Severin Moser est convaincu que des solutions numériques peuvent contribuer à améliorer le placement des demandeurs d'emploi. Ses propos ont été confirmés par Daniela Schneeberger, vice-présidente de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), qui a souligné les avantages qu'offrirait la mise en place d'une plateforme et d'un organisme national. L'Union patronale suisse et l'USAM, en collaboration avec d'autres acteurs économiques, entendent de fait soutenir Path2Work durant une phase pilote de trois ans afin de donner un nouvel élan à l'insertion professionnelle.

Renseignements : Service de communication SG DFJP
 info@ejpd.admin.ch
 T 058 462 18 18

Auteur : Département fédéral de justice et police (DFJP)